

*Questions orales*

**M. Prud'homme:** Monsieur le Président, le ministre aurait-il l'amabilité de concilier pour nous toutes ses déclarations de la campagne électorale, sa déclaration d'hier et l'annonce que fera le président de Radio-Canada, vers 15 h 10, au sujet de l'élimination de probablement 1150 emplois qui toucheront Ottawa, Toronto, Montréal, sévèrement Vancouver, Winnipeg...

[Traduction]

**M. le Président:** A l'ordre. La parole est au député de Calgary-Est.

\* \* \*

**LES FINANCES****L'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS ENGAGÉES DANS LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE**

**M. Alex Kindy (Calgary-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

**M. Nystrom:** Tombez-lui dessus!

**M. Kindy:** Lors du discours qu'il a prononcé hier devant l'Economic Club à New York, il a dit qu'il allait demander un réexamen de la politique fiscale en matière énergétique. Pourrait-il dire à la Chambre si ce réexamen ramènera une mesure de bon sens dans l'économie pour que les sociétés soient imposées sur leurs bénéfices plutôt que sur leurs revenus?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** S'il est une chose que je ne puis supporter, c'est une question hostile.

**Une voix:** Et si c'était une question suggérée?

**M. Mulroney:** Je tiens à dire à mon honorable collègue que les sociétés engagées dans le secteur énergétique ont été trop longtemps écrasées par l'impôt avant qu'elles ne puissent afficher quelque bénéfice que ce soit à leur bilan. Nous tenons à faire en sorte que les petites et moyennes sociétés à l'œuvre dans le secteur énergétique recouvrent un certain degré de prospérité. Comme l'a souvent dit le très honorable chef de l'opposition, il faut les imposer après qu'elles ont réalisé des bénéfices, pas avant.

\* \* \*

● (1440)

**LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL****LES RENSEIGNEMENTS REFUSÉS—LES DIRECTIVES DU GREFFIER DU CONSEIL PRIVÉ**

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et porte sur le rapport du vérificateur général. Vu que certains ministères, notamment la Défense nationale et les Transports, refusent, sur les directives du greffier du Conseil privé, de fournir des renseignements essentiels au vérificateur général au sujet d'une dépense de plus de 10 milliards de dollars en deniers publics, le premier ministre peut-il garantir que l'on cessera de faire obstacle au travail qu'accomplit le vérificateur général pour le compte du Parlement et que les directives données à ce sujet seront annulées?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Comme nous l'avons fait jusqu'ici, nous tenons à collaborer pleinement avec le vérificateur général du Canada, qui est un excellent fonctionnaire. Je dois m'entretenir avec lui dans le courant de l'après-midi, mais je peux dire à mon honorable ami que j'ai demandé à celui qui s'occupe des documents du cabinet des gouvernements antérieurs d'examiner les documents qui n'ont pas été fournis au vérificateur général pour déterminer s'il s'agit ou non de documents confidentiels du gouvernement antérieur.

Comme mon honorable ami le sait, notre cabinet peut décider ce qu'il doit faire de certains échanges confidentiels entre les ministres. Nous avons cependant l'intention de fournir au vérificateur général du Canada tous les renseignements disponibles et non seulement ceux qu'il a demandés. Il a toute la collaboration du gouvernement du Canada à cet égard et j'ai demandé au greffier du Conseil privé d'agir en conséquence.

**LES DÉPENSES LIÉES À L'ACHAT DES CHASSEURS F-18**

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, le premier ministre sait-il que, d'après le vérificateur général, le gouvernement a dépensé 3.5 milliards de dollars pour acheter des chasseurs F-18 en plus des 5 milliards de dollars prévus au départ?

Sait-il que la règle du secret du cabinet a été invoquée pour refuser de fournir au vérificateur général des renseignements qui démontreraient si cet argent est dépensé à bon escient ou non? Ces restrictions seront-elles levées pour que le vérificateur général puisse faire son travail?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je crois savoir que les seuls renseignements qui n'ont pas été fournis au vérificateur général à cet égard portent sur un très petit nombre de mémoires qui avaient été présentés au cabinet et qui sont visés par la coutume que je viens de mentionner à mon honorable ami.

On me dit aussi que le vérificateur général a examiné une soixantaine de caisses pleines de documents à ce sujet. Je vais cependant m'entretenir avec lui dans le courant de l'après-midi pour savoir s'il a besoin d'autres documents que je pourrais lui fournir.

\* \* \*

**L'ÉDUCATION****LE FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS ET DES COLLÈGES—LE RAPPORT DE L'ÉTUDE JOHNSON**

**M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Ce dernier se rappellera que son prédécesseur libéral avait chargé M. Al Johnson de mener une étude sur une question très importante, soit le financement des collèges et universités, l'objectif étant de proposer au gouvernement fédéral et aux provinces une formule de financement sûre qui soit équitable pour tous. Existe-t-il une version officielle ou encore un avant-projet du rapport Johnson sur l'enseignement postsecondaire? Le ministre a-t-il fait part de ces recommandations à ses homologues des provinces hier lorsqu'il s'est entretenu avec eux?